

**« Bienheureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu »  
(Mt 5, 9)**

**Communiqué de la Conférence Episcopale du Guatemala**

1. Nous, évêques du Guatemala, voulons manifester publiquement notre gratitude fraternelle, notre admiration et notre estime à Mgr Rodolfo Bobadilla Mata pour toute la tâche pastorale réalisée pendant sa vie d'évêque au moment où, pour des raisons d'âge, son retrait de la responsabilité pastorale du diocèse de Huehuetenango a été accepté par le Saint Père. Nous voulons également réaffirmer notre soutien, dans la communion épiscopale, à Mgr Alvaro Ramazzini pour son action pastorale et pour sa nomination comme évêque de ce diocèse.
2. Parmi les multiples thèmes abordés pendant notre réunion, nous avons partagé la conviction qu'au Guatemala la situation sociale, politique et économique continue d'être un motif de préoccupation. Nous avons observé comment la situation de Barillas (Huehuetenango) a atteint un degré de conflit tel qu'elle a conduit à la violence et à la mort d'un paysan, situation qui prend profondément racine dans des conditions graves dont on ne s'est pas occupé pendant des années, comme la violence qui règne, l'absence d'autorité, la marginalisation de la politique, le manque de développement dans la région, les difficultés devant le projet hydroélectrique, des situations frontalières conflictuelles causées par la migration forcée, le narcotrafic et la contrebande entre autres. À ce conflit, on peut en ajouter d'autres comme ceux de San José del Golfo, San Miguel Ixtahuacan, San Juan Sacatepéquez et San Rafael Las Flores. Nous constatons ce qui s'est dit lors de la V<sup>ème</sup> Conférence d'Aparecida : « Les populations traditionnelles ont été pratiquement exclues des décisions sur les richesses de la biodiversité et de la nature ». (DA 84)
3. Nous sommes solidaires de Mgr Bobadilla et du Conseil Presbytéral du Diocèse de Huehuetenango qui, dans leur lettre du 11 mai dernier, ont exprimé leur vision de la réalité locale et nationale et ont demandé au gouvernement qu'il réponde par des politiques et des stratégies conformes à la Constitution de la République orientées vers le respect de la personne et de la famille, pour garantir à tous la vie, la liberté, la justice, la sécurité, la paix et le développement intégral de la personne. En même temps, nous condamnons le recours à la violence comme mode de résolution des conflits.
4. Nous prenons en considération l'importance que revêt la mise en œuvre des procédures de consultation selon la convention 169 de l'OIT, étant entendu qu'il est

du ressort de l'État d'informer et de consulter les peuples indigènes en respectant leur droit légitime à l'information et à la consultation, dans le but d'obtenir des accords, et non pas comme un simple vote majoritaire pour ou contre un projet. Nous considérons qu'il est urgent de la part de l'État de régler ce procédé.

5. Nous considérons qu'il est nécessaire de mettre en œuvre le développement du pays, un développement qui soit humain, intégral, solidaire et durable (DA 474c) au moyen de l'investissement, de l'utilisation rationnelle des biens naturels et de la création de postes de travail, faite sur la base de la recherche du bien commun et pas seulement du lucre et de l'accumulation de capital dont les bénéfices ne parviennent pas au peuple. Que continue d'être objet de surveillance la politique de développement du pays centrée sur la promotion de grandes entreprises, en général transnationales, dédiées à l'exploitation de biens naturels comme les minerais et les grandes étendues de terre pour la monoculture. Un développement fondé sur la participation de grandes entreprises transnationales et l'extraction du minerai exige de la part de l'État une surveillance particulière pour que les intérêts de la population soient effectivement respectés. Nous considérons qu'il est nécessaire d'organiser le développement du pays en réduisant sérieusement les risques graves de contamination de l'environnement que peut causer l'extraction minière ; il est important que les bénéfices obtenus par les entreprises soient investis dans le pays. On doit inciter au respect des communautés, de leur culture et de leur environnement. La Doctrine Sociale de l'Église souligne qu'« une conception correcte du milieu ambiant ne peut réduire de façon utilitaire la nature à un simple objet de manipulation et d'exploitation » (Abrégé de la DSE, 463).
6. Nous espérons que se mettront en place dans les entreprises des processus de développement économique avec une responsabilité sociale et environnementale. Nous reconnaissons que certaines d'entre elles proposent avec succès des projets de développement dans leur environnement.
7. Nous considérons que le dialogue, que l'Église veut contribuer à faciliter, l'information objective, la consultation pour mener à des accords entre les parties concernées et surtout la recherche inlassable du bien commun dans tous les secteurs de notre société, sont la base pour atteindre le développement intégral que nous recherchons tous. « L'Église interpelle les États pour qu'ils établissent un cadre politique et légal qui régularise l'activité extractive selon les normes socioculturelles et environnementales internationales, qui protège les droits de la population à proximité des gisements et surveille l'application des contrats établis avec les entreprises » (CELAM, Dept. Justice et Solidarité, juin 2011).
8. La succession ininterrompue de signaux d'alerte dans le pays, telles les nouvelles poussées de violence et de discorde, nous appellent de façon insistante à

promouvoir entre les Guatémaltèques le désir d'une culture de paix et à ne jamais perdre l'espérance fondée sur notre foi chrétienne et sur l'action de l'Esprit Saint sur les personnes et les communautés qui nous conduit avec certitude au progrès du Règne de Dieu entre nous. Nous sommes dans l'attente que la violence diminue vraiment. Nous attendons des avancées dans les procédures judiciaires plus justes et plus pratiques.

9. En ces jours se tient à Milan la Rencontre Mondiale des Familles, ce qui nous permet d'exhorter à poursuivre la conduite d'une pastorale familiale renouvelée et vigoureuse, qui réponde aux situations difficiles de tant de familles dans la pauvreté, à la violence intrafamiliale en particulier contre les femmes, et à la perte des valeurs.
10. Au milieu d'une situation sociale tellement complexe, nous voulons inviter le Peuple de Dieu tout entier à vivre avec intérêt et engagement chrétien la prochaine « Année de la Foi », à laquelle le Pape Benoît XVI nous a invités à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ouverture du Concile Vatican II, du vingtième anniversaire de la publication du Catéchisme de l'Église Catholique et du prochain Synode sur la Nouvelle Évangélisation. Ce sera une belle occasion pour approfondir le don de la foi que nous avons reçue et pour préparer nos cœurs à la vivre et à la communiquer avec un esprit missionnaire dans les circonstances actuelles, en renouvelant l'invitation que nous fit le Bienheureux Jean-Paul II lors de sa première visite : plus de divorce entre foi et vie.
11. Que Notre Dame du Rosaire, patronne du Guatemala, nous montre toujours comment être à la suite de Jésus-Christ pour construire la paix tant désirée.

Guatemala, le 31 mai 2012

✠ Rodolfo Valenzuela Núñez,  
Évêque de la Verapaz  
Président  
de La Conférence Épiscopale du Guatemala

✠ Bernabé de J. Sagastume Lemus, ofm. Cap  
Évêque de Santa Rosa de Lima  
Secrétaire Général  
de la Conférence Épiscopale du Guatemala

Traduction  
Didier Vanhoutte  
Le 5 juin 2012